ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 12 avril 1967, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal n° 42 du 15 décembre 1934 relatif au contrôle des caisses d'épargne privées et la loi du 7 décembre 1934 instituant un Office central de la petite épargne", a donné le 13 avril 1967 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 12e april 1967 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 42 van 15 december 1934 betreffende de controle op de private spaarkassen en van de wet van 7 december 1934 houdende oprichting van een Centraal Bureau voor de kleine spaarders", heeft de 13e april 1967 het volgend advies gegeven :

En raison du bref délai dont il a disposé, le Conseil d'Etat doit se limiter aux observations suivantes :

Conformément à la pratique suivie lors de l'application des lois de pouvoirs spéciaux des 31 juillet et 7 décembre 1934, 15 et 30 mars 1935 et 1er mai 1939, le Conseil d'Etat recommande d'identifier par un numéro les arrêtés royaux qui seront pris en vertu de la loi d'habilitation.

Il est souhaitable que le numéro soit inséré dans l'intitulé lui-même.

+

Le fondement légal invoqué dans le préambule du projet est erroné.

Les deux premiers alinéas du préambule devraient être remplacés par le texte suivant :

"Vu la loi du 31 mars 1967 attribuant certains pouvoirs au Roi en vue d'assurer la relance économique, l'accélération de la reconversion régionale et la stabilisation de l'équilibre budgétaire, notamment l'article 1er, 4°, c, et 6°;".

+

+ +

.../...

Article 1er.

Cet article définit les caisses d'épargne privées comme des "entreprises qui, moyennant paiement d'intérêts, recueillent habituellement des fonds, sous quelque forme que ce soit, en faisant usage ...".

Le texte ne dit pas que les fonds recueillis sont remboursables. L'arrêté royal n°185, au contraire, définit les banques comme des entreprises qui reçoivent habituellement des dépôts de fonds remboursables à vue ou à des termes n'excédant pas deux ans.

Il est difficile de définir le mode de remboursement des dépôts d'épargne. Cependant, il ne paraît pas inutile de préciser dans le texte qu'il s'agit de "fonds remboursables".

Le membre de phrase "sous quelque forme que ce soit" pourrait être mal interprété. On peut croire naturellement qu'il indique que les fonds recueillis peuvent se présenter sous diverses formes : monnaie métallique, fiduciaire, scripturale, chèque, virement, etc...

Or, telle n'est pas l'intention. Il s'agit de préciser que les fonds peuvent être recueillis selon n'importe quel procédé : dépôt, souscription de bons de caisse ou d'obligations. Il conviendrait, dès lors, d'écrire : "de quelque manière que ce soit".

.../...

Article 2.

Cet article supprime l'intitulé de la section première, en considérant que la section 2 de l'arrêté royal n°42 a été abrogée par la loi du 10 juin 1964.

Ce faisant, on a perdu de vue, d'une part,que l'arrêté royal n°42 comporte encore deux sections , numérotées 3 et 4, et, d'autre part, que divers articles (7, 8, 29) se réfèrent à "la présente section".

Devant les nombreuses modifications qu'entraînerait la suppression de l'intitulé de la section première il serait préférable de réserver pour la coordination des textes qui est envisagée par le Gouvernement, la suppression des sections et l'adaptation des articles.

Article 4.

L'article 7 de l'arrêté royal n°42, modifié en 1939,est d'une consultation malaisée et le sera davantage encore après les modifications envisagées par le projet.

Ces modifications sont de divers ordres : d'une part, l'augmentation du capital minimum avec maintien des situations acquises pour les entreprises existantes; d'autre part, le renforcement des publications imposées aux sociétés coopératives.

.../...

Plutôt que d'apporter à l'article 7 cinq modifications assez considérables, il serait opportun de remplacer complètement cet article.

Certaines exigences telles que : la souscription en numéraire du capital, sa libération complète et la référence à la restriction contenue dans l'alinéa 2, sont répétées trois ou quatre fois.

Il est proposé de réunir ces conditions in fine de l'article, dans une disposition qui s'appliquerait à l'ensemble de l'article.

Le 2° et le 4° maintiennent le capital minimum de 5 ou de 2 millions de francs pour les sociétés par actions ou coopératives "autorisées avant la date de la publication du présent arrêté". Ce présent arrêté ne peut être que l'arrêté royal n° 42 du 15 décembre 1934, puisque le texte proposé doit s'insérer dans cet arrêté. Telle n'est pas l'intention du Gouvernement, le "présent arrêté" devant être l'arrêté modificatif en projet.

Comme il n'est pas possible de faire pareille référence dans l'arrêté royal n° 42, il conviendrait d'indiquer par une date le terme de la période antérieure au cours de laquelle les sociétés en cause ont été autorisées.

\+

\+ +

Pour la publication aux annexes du Moniteur du bilan et du compte des profits et pertes des sociétés coopératives, il conviendrait de s'inspirer du texte de l'article 80 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

.../...

Le dernier alinéa de l'article 4 pourrait être supprimé sans inconvénient. Il s'agit d'une disposition qui devrait être insérée dans le règlement de contrôle établi par arrêté royal en vertu de l'article 16, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 42, modifié par l'article 13 du projet.

Tenant compte de ces observations, le Conseil d'Etat propose le texte suivant qui comporte, en outre, quelques modifications de forme et de présentation ne nécessitant aucun commentaire:

"Article 4.-

L'article 7 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal n° 73 du 30 novembre 1939, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 7. § 1er. Le capital social des sociétés par actions ne peut être inférieur à 25 millions de francs.

Toutefois, ce capital minimum est réduit à :

1° 5 millions de francs pour les sociétés par actions qui ont été autorisées avant le ... ;

2° 1 million de francs pour les sociétés par actions ayant exercé l'activité définie à l'article 1er sans interruption depuis le 1er janvier 1930.

.../...

§ 2. Le fonds social des sociétés coopératives ne peut être inférieur à 10 millions de francs. Il doit être maintenu jusqu'à l'expiration du terme ou jusqu'à la liquidation de la société. Le minimum ci-dessus n'est pas requis isolément pour les collectivités fonctionnant sous le contrôle direct d'une association ou fédération groupant diverses associations similaires soumises à une réglementation uniforme et qui, dans leur ensemble, réunissent le fonds social requis.

Toutefois, ce fonds social minimum est réduit :

1° à 2 millions de francs pour les sociétés coopératives qui ont été autorisées avant le ... ;

2° à 400.000 francs pour les sociétés coopératives ayant exercé l'activité définie à l'article 1er sans interruption depuis le 1er janvier 1930.

La convocation à l'assemblée générale des sociétés coopératives appelée à approuver le bilan et le compte des profits et pertes est adressée, huit jours avant l'assemblée, aux sociétaires, mais sans qu'il doive être justifié de cette formalité. Le bilan et le compte des profits et pertes sont adressés aux sociétaires en même temps que la convocation.

Le compte des profits et pertes ainsi qu'une situation du fonds social des sociétés coopératives seront déposés annuellement au greffe du tribunal de commerce du siège de la société, en même temps que le bilan.

.../...

Le bilan et le compte des profits et pertes, précédés de la mention de la date de la publication des actes constitutifs de la société, doivent, dans la quinzaine de leur approbation, être publiés aux frais de la société et par les soins du gérant, conformément au mode déterminé par l'article 10 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Cette publication n'est pas requise isolément pour les collectivités dont il est question à l'alinéa 1er; chaque association ou fédération doit publier, en plus de son propre bilan et de son propre compte des profits et pertes, une situation globale pour l'ensemble des collectivités fonctionnant sous son contrôle.

§ 3. Le capital ou le fonds social minimum prévu au présent article doit être souscrit en numéraire et être complètement libéré. Postérieurement à la constitution de la société, il ne peut être représenté que par des éléments matériels de valeur déterminable".

Articles 8 et 9.

Il conviendrait d'éviter la discordance existant entre les articles nouveaux 11, § 1er, 5, et 12, § 1er, 3.

Dans le premier, sont visés "les dépôts dans les banques belges, les caisses d'épargne soumises au présent arrêté" et, dans le second, les "dépôts dans les banques, dans les caisses d'épargne privées".

.../...

Dans les mêmes textes, il n'est pas fait mention des associations de crédit agréées par la Caisse nationale de crédit professionnel dont il est question à l'article 16 du projet.

\+

\+ +

Les articles 8 et 9 du projet introduisent dans les articles 11 et 12 de l'arrêté royal n° 42, un paragraphe 2 qui attribue à l'Office central de la petite épargne des pouvoirs réglementaires, qu'il pourra exercer sans qu'aucune approbation ministérielle ne soit requise. Toute infraction à ces règlements sera punie des peines prévues aux articles 201 et 204 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Aucune obligation de publier ces règlements au Moniteur belge n'est prévue.

Les articles 29 et 67 de la Constitution réservent au Roi l'exercice du pouvoir exécutif et l'établissement des règlements et arrêtés nécessaires pour l'exécution des lois.

Pour les mesures de détail, il est admis que le Roi, après avoir fixé les grandes lignes de l'exécution de la loi, délègue une partie de son pouvoir réglementaire à un ou plusieurs Ministres.

Il ne se recommande dès lors point que le pouvoir réglementaire qui, constitutionnellement, appartient au Roi, soit attribué directement à une autorité administrative autonome. Pareille attribution de pouvoir porte atteinte au principe de la responsabilité politique du

.../...

Gouvernement, spécialement si l'Office central de la petite épargne s'abstenait de prendre les dispositions réglementaires que le Gouvernement estime nécessaires dans l'espèce traitée par le projet.

La méthode utilisée par l'article 2 de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif au contrôle des changes, encore que discutable en raison de l'étendue des délégations prévues, est plus conforme à l'organisation des pouvoirs. Elle confère au Roi le pouvoir de donner à l'Institut du change compétence de prendre des règlements relatifs à certaines matières déterminées. De cette manière, non seulement la délégation du pouvoir exécutif sera consentie en mesure des nécessités, mais la délégation sera toujours révocable "ad nutum" et le Roi conserve la possibilité d'agir en cas de carence de l'Institut.

Il est dès lors proposé de donner au Roi plutôt qu'à l'Office, dans les articles 11, § 2, et 12, § 2, de l'arrêté royal n° 42, le pouvoir de fixer des conditions spéciales auxquelles les opérations doivent répondre.

Le Roi serait autorisé à déléguer à l'Office central tout ou partie des pouvoirs qui lui sont attribués et cette autorisation pourrait figurer à l'article 13 du projet, parmi les dispositions à insérer dans le règlement de contrôle.

\+

\+ \+

.../...

Article 9.

A raison des modifications profondes que cet article apporte à la présentation de l'article 12 de l'arrêté royal n°42, il est proposé de remplacer intégralement cet article par le texte suivant :

"Article 9.-

L'article 12 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal n°73 du 30 novembre 1939, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 12. § 1er. La part destinée à des placements définitifs est rendue productive par un des placements suivants :

1° Fonds de l'Etat belge ou garantis par celui-ci; obligations des provinces et des communes belges, obligations du Crédit communal de Belgique et de la Société nationale des Chemins de fer belges; toutes autres valeurs autorisées par le Ministre des Finances.

2° Prêts et ouvertures de crédits hypothécaires réalisables en espèces.

3° Dépôts dans les banques, dans les caisses d'épargne privées, dans les institutions publiques de crédit qui seront désignées par le Ministre des Finances et, dans la mesure où les règlements sur la matière le permettront, dans des caisses centrales soumises au présent arrêté et auxquelles les entreprises sont affiliées.

4° Obligations de sociétés belges.

.../...

5° Actions, parts ou participations dans des caisses d'épargne privées, banques, sociétés d'assurances ou sociétés de crédit hypothécaire, dans des institutions créées par ou en vertu d'une loi particulière ou dans d'autres catégories de sociétés désignées par le Ministre des Finances.

6° Tous autres placements autorisés par l'Office central de la petite épargne.

En ce qui concerne les sociétés coopératives qui n'acceptent habituellement de dépôts que de leurs membres et de leur personnel, d'organismes qui leur sont affiliés et d'organismes affiliés à ces derniers, ainsi que des membres et du personnel de ces divers organismes la part destinée à des placements définitifs peut aussi être utilisée de la façon suivante :

a) en prêts à leurs membres, moyennant des garanties suffisantes;
b) en avances à des organismes qui poursuivent des buts sociaux ou professionnels connexes.

§ 2. L'Office peut, dans l'intérêt de la sécurité et de la liquidité des placements fixer des conditions spéciales auxquelles les opérations énumérées ci-dessus doivent répondre.

§ 3. Lorsqu'il s'agit de collectivités visées à l'article 7, § 2, alinéa 1er, l'association ou la fédération est seule à devoir justifier que, considérés dans leur ensemble, les placements correspondent aux conditions prévues par le règlement de contrôle".

.../...

Article 11.

Le nouveau texte prévu pour l'article 14, alinéa ler, serait mieux rédigé ainsi qu'il suit :

"Les avoirs et placements visés aux articles 11 et 12 sont affectés par privilège spécial dans l'ordre ci-après indiqué :

1° au paiement des amendes fiscales ou pénales et des frais de publication encourus par l'entreprise en vertu du présent arrêté;

2° au remboursement des fonds recueillis de la manière prévue à l'article ler".

Article 12.

En s'inspirant du texte actuel de l'article 15, il est proposé d'écrire in fine du texte nouveau :
" ... devront faire l'objet d'une gestion, d'une caisse et d'une comptabilité distinctes".

Article 17.

L'article 26bis serait plus clairement rédigé comme suit :

"Article 26bis. La Caisse générale d'épargne et de retraite, les caisses d'épargne communales ou à garantie communale existant le ler janvier 1932 et les caisses d'épargne privées autorisées conformément à l'article 2 du présent arrêté, peuvent seules :

.../...

1° faire usage du terme "caisse d'épargne" ou de toute autres expression dans laquelle figure le mot "épargne" tant dans leur dénomination sociale que dans l'appellation donnée à leurs titres, livrets, carnets ou autres documents constatant la réception des fonds visés à l'article 1er;

2° utiliser ces mêmes dénomination ou appellation contenant le mot "épargne" dans leurs documents comptables, leur correspondance ou leur publicité".

Article 19.

Le texte suivant est proposé :

"Article 19.-

A l'article 41 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1er est remplacé par la disposition suivante :

"Sont punis d'un emprisonnement de un mois à un an et d'une amende de mille francs à dix mille francs ou d'une de ces peines seulement, les propriétaires, exploitants, administrateurs, directeurs, gérants ou préposés de toute entreprise, qui ont contrevenu aux prescriptions de l'article 26bis, ou reçu des dépôts constatés par des livrets ou des carnets, en violation de l'article 2" .

.../...

2° L'alinéa 4 est remplacé par la disposition suivante :

"L'article 8 de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation, n'est applicable ni à la publication du jugement ni à la suppression de la dénomination abusivement employée".

Article 20.

Le texte suivant est proposé :

"Article 20.-

A l'article 42 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1er, modifié par l'arrêté royal n°157 du 10 avril 1935, les mots "entreprise régie par arrêté royal du 15 décembre 1934" sont remplacés par les mots "caisse d'épargne privée";

2° à l'alinéa 2, ajouté par l'arrêté royal n°185 du 9 juillet 1935, les mots "l'article 179" sont remplacés par les mots "l'article 204".

Article 21.

Le liminaire de cet article doit être rédigé comme suit :

"Article 21.-

L'article 44 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal n°157 du 10 avril 1935, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 44. .... ".

.../...

Si le texte proposé sub article 4 du projet pour remplacer l'article 7 de l'arrêté royal n°42 est adopté, la référence figurant au nouvel article 44 devrait être : "... aux prescriptions de l'article 7, § 2, alinéas 4 et 5".

Article 24.

L'article devrait être scindé de la manière suivante :

"Article 24.-

Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet 1967.

Article 25.-

Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté".

\+

\+ \+

OBSERVATION FINALE.

Les références aux articles de l'arrêté royal n°42, qui seront modifiés par le projet, figurant notamment dans les articles 2, 3, 1°, 27, alinéa 1er (disposition liminaire et 2°) , 27, dernier alinéa, et article 29, devront être revues et éventuellement adaptées.

Wegens de korte termijn waarover hij heeft beschikt, moet de Raad van State zich tot de volgende opmerkingen beperken

De Raad geeft in overweging, de koninklijke besluiten die krachtens de machtigingswet zullen worden vastgesteld, te nummeren zoals gedaan werd bij de toepassing van de volmachtwetten van 31 juli en 7 december 1934, 15 en 30 maart 1935 en 1 mei 1939.

Het is geraden het nummer op te nemen in het opschrift zelf.

+

In de aanhef is een verkeerde rechtsgrond opgegeven.

De eerste twee alinea's zouden door de volgende tekst moeten worden vervangen :

"Gelet op de wet van 31 maart 1967 tot toekenning van bepaalde machten aan de Koning ten einde de economische heropleving, de bespoediging van de regionale reconversie en de stabilisatie van het begrotingsevenwicht te verzekeren, inzonderheid op artikel 1, 4°, c, en 6° ; ",

+

+ +

.../...

Artikel 1.

Dit artikel definieert de private spaarkassen als volgt : "ondernemingen die, tegen uitkering van rente, gewoonlijk fondsen inzamelen, in welke vorm ook, en daarbij ... gebruik maken ...".

De tekst zegt niet dat de ingezamelde fondsen terugbetaalbaar zijn. Het koninklijk besluit nr. 185 daarentegen omschrijft de banken als ondernemingen die gewoonlijk op zicht of op termijnen van hoogstens twee jaar terugbetaalbare geld-deposito's ontvangen.

De wijze van terugbetaling van spaardeposito's is moeilijk te omschrijven. Toch lijkt het niet overbodig, in de tekst nader te bepalen dat het gaat om "terugbetaalbare fondsen".

Het zinsdeel "in welke vorm ook" zou verkeerd begrepen kunnen worden, namelijk alsof de ingezamelde fondsen verschillende vormen kunnen aannemen : metalen munt, chartaal geld, giraal geld, chèque, overschrijving, enz. ...

De werkelijke bedoeling is echter dat de fondsen op gelijk welke wijze kunnen worden ingezameld : deposito, inschrijving op kasbons of obligaties ; men schrijve dus : "op enigerlei wijze gewoonlijk fondsen inzamelen".

.../...

Artikel 2.

Dit artikel doet het opschrift van afdeling 1 vervallen omdat afdeling 2 van het koninklijk besluit nr. 42 opgeheven is bij de wet van 10 juni 1964.

Daarbij is uit het oog verloren, dat het koninklijk besluit nr. 42 nog twee afdelingen telt, die genummerd zijn 3 en 4, en vervolgens dat een aantal artikelen (7, 8, 29) verwijzen naar "deze afdeling".

Het schrappen van het opschrift van afdeling 1 zou zoveel wijzigingen noodzakelijk maken dat men met het afschaffen van afdelingen en het aanpassen van de artikelen beter zou wachten tot de door de Regering overwogen coördinatie van de teksten.

Artikel 4.

Artikel 7 van het koninklijk besluit nr. 42, gewijzigd in 1939, is moeilijk te raadplegen ; dat zal nog verergeren na de door het ontwerp voorgenomen wijzigingen.

Die wijzigingen zijn van verschillende aard : enerzijds, de verhoging van het minimum-kapitaal met behoud van de verkregen toestanden voor de bestaande ondernemingen ; anderzijds de strengere maatregelen inzake bekendmaking, die aan de coöperatieve vennootschappen worden opgelegd.

.../...

Liever dan in artikel 7 vijf vrij aanzienlijke wijzigingen aan te brengen, vervange men dit artikel in zijn geheel.

Sommige eisen als daar zijn : de intekening op het kapitaal in specie, zijn volledige volstorting en de verwijzing naar de beperking van het tweede lid, worden drie- of viermaal herhaald.

Voorgesteld wordt, die voorwaarden aan het slot van het artikel samen te brengen in een bepaling, die op het gehele artikel toepassing zou vinden.

De teksten onder 2° en 4° handhaven het minimumkapitaal van 5 of 2 miljoen frank voor de vennootschappen op aandelen of coöperatieve vennootschappen "gemachtigd vóór de datum van de publikatie van het huidig besluit". Dit zou dan zijn het koninklijk besluit nr. 42 van 15 december 1934, want de voorgestelde tekst moet in dat besluit worden ingevoegd. Maar zo bedoelt de Regering het niet : "het huidig besluit" moet het ontwerp-wijzigingsbesluit zijn.

Aangezien zodanige verwijzing onmogelijk kan worden aangebracht in het koninklijk besluit nr. 42, zou een datum moeten worden bepaald om het eindpunt aan te geven van de vroegere periode waarin bewuste vennootschappen "gemachtigd werden".

+
+ +

.../...

Voor de bekendmaking van de balans en van de winst- en verliesrekening van de coöperatieve vennootschappen in de bijlagen van het Staatsblad, zou moeten worden uitgegaan van de tekst van artikel 80 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Het laatste lid van artikel 4 kan zonder bezwaar vervallen. Het zou moeten worden ingevoegd in het controlereglement vastgesteld bij koninklijk besluit krachtens artikel 16, tweede lid, van het koninklijk besluit nr. 42, gewijzigd bij artikel 13 van het ontwerp.

Met inachtneming van deze opmerkingen, stelt de Raad van State de volgende tekst voor, die bovendien een aantal wijzigingen van vorm en inkleding bevat, die geen commentaar behoeven :

"Artikel 4.-

Artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 73 van 30 november 1939, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 7. § 1. Het maatschappelijk kapitaal van de vennootschappen op aandelen mag niet minder bedragen van 25 miljoen frank.

Dit minimum-kapitaal wordt echter verminderd tot :

1° 5 miljoen frank voor de vennootschappen op aandelen, die gemachtigd zijn vóór ... ;

2° 1 miljoen frank voor de vennootschappen op aandelen, die de in artikel 1 omschreven werkzaamheid zonder onderbreking hebben uitgeoefend sedert 1 januari 1930.

.../...

§ 2. Het maatschappelijk fonds van de coöperatieve vennootschappen mag niet minder bedragen dan 10 miljoen frank. Het moet onaangetast blijven tot aan het verstrijken van de termijn of tot aan de vereffening van de vennootschap. Het hiervoren bepaalde minimum is niet afzonderlijk vereist voor de collectiviteiten, die werkzaam zijn onder de rechtstreekse controle van een vereniging of van een verbond dat verscheidene gelijkaardige aan een eenvormige reglementering onderworpen verenigingen groepeert, en die, in hun geheel, het vereiste maatschappelijk fonds bezitten.

Dat minimum maatschappelijk fonds wordt verminderd tot

1° 2 miljoen frank voor de coöperatieve vennootschappen, die gemachtigd zijn vóór ... ;

2° 400.000 frank voor de coöperatieve vennootschappen, die de in artikel 1 omschreven werkzaamheid zonder onderbreking hebben uitgeoefend sedert 1 januari 1930.

De oproeping tot de algemene vergadering van de coöperatieve vennootschappen, welke de balans en de winst- en verliesrekening dient goed te keuren, wordt, acht dagen vóór de vergadering, aan de vennoten toegezonden, zonder dat echter het bewijs van die formaliteit moet worden geleverd. De balans en de winst- en verliesrekening worden, samen met de oproepingen, aan de vennoten gezonden.

De winst- en verliesrekening en een staat van het maatschappelijk kapitaal van de coöperatieve vennootschappen moeten jaarlijks ter griffie van de rechtbank van koophandel van de zetel van de vennootschap worden neergelegd, samen met de balans.

.../...

De balans en de winst- en verliesrekening, voorafgegaan door de vermelding van de datum van bekendmaking van de oprichtingsakten van de vennootschap, moeten, binnen veertien dagen na hun goedkeuring, op kosten van de vennootschap en door toedoen van de zaakvoerder, worden bekendgemaakt zoals bepaald in artikel 10 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen. Die bekendmaking is niet afzonderlijk vereist voor de in artikel 1 bedoelde collectiviteiten; elke vereniging of elk verbond moet, behalve de eigen balans en de eigen winst- en verliesrekeningen, een globale staat bekendmaken voor de gezamenlijke collectiviteiten die onder haar of zijn controle werken.

§ 3. Het minimum-kapitaal of het minimum maatschappelijk fonds bedoeld in dit artikel, moet in specie ingeschreven en volledig volgestort zijn. Na de oprichting van de vennootschap mag het alleen vertegenwoordigd zijn door materiële bestanddelen waarvan de waarde kan worden bepaald".

Artikelen 8 en 9.

Het gemis van overeenstemming tussen de nieuwe artikelen 11, § 1, 5 en 12, § 1, 3, moet worden weggewerkt.

In eerstgenoemd artikel zijn bedoeld "deposito's bij de Belgische banken, bij de spaarkassen die aan dit besluit onderworpen zijn", en in het tweede "deposito's bij de banken, bij de private spaarkassen".

In dezelfde teksten wordt geen melding gemaakt van de "kredietverenigingen erkend door de Nationale Kas voor beroepskrediet", waarvan sprake is in artikel 16 van het ontwerp,

\+
\+ \+

.../...

De artikelen 8 en 9 van het ontwerp voegen in de artikelen 11 en 12 van het koninklijk besluit nr. 42 een paragraaf 2 in, die aan het Centraal Bureau voor de kleine spaarders een verordeningsbevoegdheid verleent, welke het zal kunnen uitoefenen zonder dat daarvoor enige ministeriële goedkeuring vereist is. Iedere overtreding van die verordening zal worden gestraft met de straffen bepaald in de artikelen 201 en 204 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen. Nergens wordt een verplichting opgelegd om die verordeningen in het Belgisch Staatsblad bekend te maken.

Krachtens de artikelen 29 en 67 van de Grondwet, berust de uitvoerende macht uitsluitend bij de Koning en is hij alleen bevoegd tot het maken van de verordeningen en het nemen van de besluiten, die voor de uitvoering van de wetten nodig zijn.

Voor detailmaatregelen wordt aangenomen dat de Koning, na de grote trekken voor de uitvoering van de wet te hebben bepaald, een gedeelte van zijn verordenende bevoegdheid op één of meer Ministers overdraagt.

Het is dan ook geenszins aan te bevelen dat de verordenende bevoegdheid, die krachtens de Grondwet bij de Koning berust, rechtstreeks wordt verleend aan een autonome administratieve overheid. Een zodanige toekenning van bevoegdheid doet afbreuk aan het beginsel van de politieke verantwoordelijkheid van de Regering, vooral als het Centraal Bureau voor de kleine spaarders mocht nalaten de verordeningsbepalingen vast te stellen, welke de Regering in de door het ontwerp behandelde aangelegenheid onmisbaar mocht achten.

.../...

De methode van artikel 2 van de besluitwet van 6 oktober 1944 betreffende de wisselcontrole, ofschoon betwistbaar wegens de omvang van de daarin bepaalde bevoegdheidsoverdrachten, ligt meer in de lijn van de organisatie der machten. Krachtens die methode kan de Koning aan het Instituut voor de wissel bevoegdheid tot verordenen in sommige aangelegenheden opdragen. Op die wijze zal de overdracht van de uitvoerende macht niet alleen worden toegestaan naar gelang van de behoeften, maar zal zij steeds "ad nutum" herroepbaar zijn, en behoudt de Koning de mogelijkheid om op te treden ingeval het Instituut in gebreke blijft.

Derhalve wordt voorgesteld, in de artikelen 11, § 2, en 12, § 2, van het koninklijk besluit nr. 42 de bevoegdheid tot het vaststellen van de bijzondere voorwaarden waaraan de verrichtingen moeten voldoen, aan de Koning en niet aan het Centraal Bureau op te dragen.

De Koning zou gemachtigd zijn de hem verleende bevoegdheden geheel of ten dele over te dragen aan het Centraal Bureau ; die machtiging zou in artikel 13 van het ontwerp kunnen staan bij de bepalingen die in het controlereglement moeten worden ingevoegd.

\+
\+ \+

Artikel 9.

Wegens de grondige wijzigingen welke dit artikel aanbrengt in de inkleding van artikel 12 van het koninklijk besluit nr. 42, wordt voorgesteld dit artikel in zijn geheel door de volgende tekst te vervangen :

.../...

"Artikel 9.-

Artikel 12 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 73 van 30 november 1939, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 12. § 1. Het gedeelte bestemd voor vaste beleggingen wordt produktief gemaakt door een van de volgende beleggingen

1° Belgische Staatsfondsen of fondsen door de Belgische Staat gewaarborgd ; obligaties van de Belgische provincies en gemeenten, obligaties van het Gemeentekrediet van België en van de Nationale Maatschappij van de Belgische Spoorwegen ; alle andere door de Minister van Financiën toegestane effecten .

2° Hypothecaire leningen en hypothecaire kredietopeningen verwezenlijkbaar in geldspeciën.

3° Deposito's bij banken, bij private spaarkassen, bij openbare kredietinstellingen die door de Minister van Financiën aangewezen worden, en, bij aan dit besluit onderworpen centrale kassen, waarbij de ondernemingen aangesloten zijn, in de mate waarin de reglementen terzake het toestaan

4° Obligaties van Belgische maatschappijen.

5° Aandelen, deelbewijzen of participaties van private spaarkassen, banken, verzekeringsmaatschappijen of hypothecaire kredietmaatschappijen, van instellingen opgericht door of krachtens een bijzondere wet of van andere categorieën maatschappijen door de Minister van Financiën aangewezen.

.../.

6° Alle andere door het Centraal Bureau voor de kleine spaarders toegestane beleggingen.

Wat de coöperatieve vennootschappen betreft die gewoonlijk deposito's aanvaarden uitsluitend van hun leden en van hun personeel, van bij hen aangesloten instellingen en van instellingen welke bij deze laatste aangesloten zijn, alsmede van de leden en het personeel van die instellingen, mag eveneens het gedeelte bestemd voor vaste beleggingen aangewend worden als volgt :

a) in leningen aan haar leden, tegen voldoende waarborgen ;

b) in voorschotten aan instellingen die aanverwante sociale of beroepsdoeleinden nastreven.

§ 2. Het Bureau mag met het oog op de veiligheid en de liquiditeit van de beleggingen, bijzondere voorwaarden stellen waaraan de hiervoren opgesomde verrichtingen moeten voldoen.

§ 3. Voor collectiviteiten als bedoeld in artikel 7, § 2, eerste lid, dient alleen de vereniging of het verbond te bewijzen dat, in hun geheel genomen, de beleggingen beantwoorden aan de voorwaarden bepaald in het controlereglement".

Artikel 11.

De voor artikel 14, eerste lid, voorgestelde nieuwe tekst kan beter als volgt worden gelezen :

"De in de artikelen 11 en 12 bedoelde tegoeden en beleggingen worden bij bijzonder voorrecht aangewend in de volgende orde :

.../...

1° tot betaling van de fiscale of strafrechtelijke geldboeten en van de kosten van bekendmaking, door de onderneming krachtens dit besluit opgelopen ;

2° tot terugbetaling van de fondsen, die ingezameld zijn zoals bepaald in artikel 1".

Artikel 12.

Uitgaande van de huidige tekst van artikel 15, leze men aan het slot van de nieuwe tekst : "... moeten deze het voorwerp zijn van een afzonderlijk beheer, een afzonderlijke kas en een afzonderlijke boekhouding".

Artikel 17.

Artikel 26bis kan duidelijker als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 26bis. Alleen de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, de gemeentespaarkassen of spaarkassen onder waarborg van een gemeente, die op 1 januari 1932 bestonden, en de overeenkomstig artikel 2 van dit besluit gemachtigde private spaarkassen mogen :

1° gebruik maken van de term "spaarkas" of van enige andere term waarin het woord "sparen" voorkomt, zowel in hun firmanaam als in de benaming van hun effecten, spaar- of depositoboekjes of andere documenten die doen blijken van de inning van in artikel 1 bedoelde fondsen ;

2° diezelfde naam of benaming waarin het woord "sparen" voorkomt, gebruiken in hun boekhoudkundige documenten, hun correspondentie of hun reclame".

.../...

Artikel 19.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 19.-

In artikel 41 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Met gevangenisstraf van een maand tot een jaar en met geldboete van duizend frank tot tienduizend frank of met een van die straffen alleen, worden gestraft de eigenaars, exploitanten, beheerders, directeurs, zaakvoerders of aangestelden van iedere onderneming, die de voorschriften van artikel 26bis hebben overtreden of, met schending van artikel 2, deposito's ontvangen hebben die blijken uit spaar- of depositoboekjes".

2° Het vierde lid wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 8 van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie is niet van toepassing op de bekendmaking van het vonnis,noch op de opheffing van de misbruikte benaming".

Artikel 20.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 20.-

In artikel 42 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 157 van 10 april 1935,worden de woorden "private onderneming beheerd door het koninklijk besluit van 15 december 1934" vervangen door "private spaarkas" ;

.../...

2° in het tweede lid, toegevoegd bij het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, worden de woorden "artikel 179" vervangen door "artikel 204".

Artikel 21.

De inleidende volzin van dit artikel moet als volgt worden gelezen :

"Artikel 21.-

Artikel 44 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 157 van 10 april 1935, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 44. ...".

Wordt de tekst, welke voor artikel 4 van het ontwerp voorgesteld is ter vervanging van artikel 7 van het koninklijk besluit nr. 42, aangenomen, dan moet de verwijzing in het nieuwe artikel 44 luiden : "... naar de voorschriften van artikel 7, § 2, vierde en vijfde lid".

Artikel 24.

Men splitse het artikel als volgt :

"Artikel 24.-

Dit besluit treedt 1 juli 1967 in werking.

Artikel 25.

Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit".

+

\+ +

.../...

SLOTOPMERKING.

De verwijzingen naar de artikelen van het koninklijk besluit nr. 42 welke het ontwerp wijzigt, en die onder meer voorkomen in de artikelen 2, 3, 1°, 27, eerste lid (inleidende bepaling en 2°), 27,laatste lid, en artikel 29, zullen herzien en eventueel aangepast moeten worden.

La chambre était composée de

Messieurs : G. VAN BUNNEN, conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

J. MASQUELIN, conseillers d'Etat,
Madame : G. CISELET, staatsraden,
Mevrouw :

Monsieur : G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
de Heer : adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, substitut de l'auditeur général.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.G. PIQUET, substituut-auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. VAN BUNNEN.